

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL D'ÉPÔNE

### SEANCE DU 03 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 03 décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la Présidence de Monsieur Ivica JOVIC, Maire d'Épône.

#### Présents :

M. Ivica JOVIC, Mme Isabelle MARTIN, M. Jacques FASQUEL, Mme Béatrice DI PERNO, M. Pascal DAGORY, Mme Danièle MOTTIN, M. Didier DIROL, Mme Nathalie BAUDOIN, M. Olivier ECHARD, M. Francis RIALLAND, Mme Danièle CLOUARD, M. Philippe LEFEVRE, Mme Marie TAINMONT, Mme Isabelle ROMAIN, M. Emmanuel BOLLE, M. Stéphane TRUFFAUT, M. Syed-Navid HUSSAIN-ZAIDI, Mme Nicole DEMAISON, M. Daniel RIPERT, Mme Eliane GILLARD, M. Franck BUNEL, Guy MULLER.

#### Absents ayant donné procuration :

M. Thierry ARFI procuration à M. Olivier ECHARD  
Mme Véronique LOURDIN procuration à Mme Isabelle MARTIN  
M. Rémi PUISSEGUR-RIPET procuration à M. Franck BUNEL  
Mme Florence JOUANNEAU procuration à Mme Danièle MOTTIN  
M. Raoul LIMA procuration à M. Didier DIROL  
Mme Harmony LE CALLENNEC procuration à Mme Béatrice DI PERNO  
Mme Sofia RAFAÍ procuration à M. Emmanuel BOLLE

#### Monsieur Daniel RIPERT est élu secrétaire de séance

#### DATE DE LA CONVOCATION :

27/11/2024

#### NOMBRE DE CONSEILLERS :

|             |    |
|-------------|----|
| En exercice | 29 |
| Présents    | 22 |
| Votants     | 29 |

#### DATE D'AFFICHAGE :

27/11/2024

**OBJET : MOTION DE DEFENSE DES COLLECTIVITES LOCALES DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 (PLF), ET DU PROJET DE LOI DE FINANCES DE LA SECURITE SOCIALE 2025 (PLFSS)**

#### Motion de défense soutenue et proposée aux communes par l'Association des Maires d'Ile-de-France, représentée par son Président, Monsieur Stéphane BEAUDET

Le Projet de loi de finances (PLF) 2025 et le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) 2025 ont été présentés en Conseil des Ministres le jeudi 10 octobre 2024 avant leur examen par le Parlement pour un délais de 70 jours.

Le 26 mars dernier, le Gouvernement revenait sur ses prévisions et annonçait un dérapage des finances publiques pour 2023, avec un déficit public passant de 4,9% à finalement 5,5%. Le Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP) estime également que les prévisions pour 2024 ne devraient pas être tenues, avec un déficit public attendu à 6,1% contre 4,4% prévu dans le PLF 2024.

Au niveau national, la forte instabilité politique – gouvernementale et parlementaire – a conduit au décalage du calendrier d'examen du PLF 2025, avec de fortes incertitudes pesant sur les finances locales.

Conseil Municipal du 03/12/2024 – Délibération A1 N° 24-051  
7.10 Finances locales - Divers

La présentation réalisée le 8 octobre par le Gouvernement au Comité des Finances Locales (CFL), organisme réunissant les représentants des ministères ainsi que les associations d'élus nationales, a officialisé un **effort d'au moins 5 milliards d'euros** aux collectivités locales :

- **3 milliards d'euros** via un prélèvement sur les recettes de fonctionnement des collectivités dont le budget est supérieur à 40 millions d'euros ;
- **1,2 milliards d'euros** via une « stabilisation de la dynamique de la TVA » qui, venait légitimement en compensation de la suppression de plusieurs taxes locales (taxe d'habitation, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, ...) ;
- **800 millions d'euros** via une baisse de -1,5 points du taux de remboursement de la TVA. Cette mesure aura des effets sur les investissements des collectivités. **C'est le cas de la commune d'Epône avec une perte de l'ordre de 30 000 euros en 2025, estimée à partir des investissements réalisés en 2024 et éligibles au FCTVA ;**

A cela il convient d'ajouter des mesures sur le financement de la sécurité sociale dans le cadre du PLFSS, avec une hausse de 4 points des cotisations patronales des employeurs territoriaux pour combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL). **Cette mesure impactera, en 2025, la masse salariale de la commune d'Epône à hauteur de 70 000 euros.**

Sous réserve des évolutions du PLF 2025 et du PLFSS 2025 durant la phase de débat parlementaire, la Ville d'Epône pourrait d'ores et déjà voir ses marges de manœuvres réduites de près de 100 000 euros à compter de l'exercice 2025.

**Les élus du Conseil Municipal d'Epône souhaitent rappeler que :**

- Les collectivités locales sont le 1<sup>er</sup> investisseur public en France (58% du montant total des investissements publics).
- La suppression totale de la Taxe d'Habitation a entraîné la coupure de l'essentiel du lien fiscal entre les communes et leurs habitants.
- Les collectivités locales se voient imposer des compétences nouvelles (gestion des inondations, gestion du recul du trait de côte pour les communes littorales) sans aucune compensation financière de l'Etat.
- Les collectivités locales sont obligées de prendre en charge des compétences nouvelles face aux déficiences chroniques de l'Etat en matière de santé publique (financement de centres de santé municipaux et/ou maisons de santé pluridisciplinaires) ou de sécurité du quotidien (financement des polices municipales).
- Les collectivités locales sont attachées au principe constitutionnel de libre administration et d'autonomie financière et fiscale.
- Le Président de la République a mandaté le député Eric Woerth pour un rapport sur une nouvelle étape de décentralisation. L'Association des Maires d'Ile-de-France (AMIF), qui avait salué la publication de ce rapport après l'audition du député le 3 avril dernier, constate que les propositions de ce rapport restent dans l'attente.
- Le Président de la République a appelé les Maires à s'engager dans la transition énergétique des bâtiments communaux, en particulier des écoles. Pourtant, le **Fonds Vert** – qui finance ce type de projets – a dans le même temps été rabaissé de 1,5 milliards d'euros dans le PLF 2025 par rapport au PLF 2024.
- La situation financière dramatique des départements engendrée par l'effondrement des volumes de transaction sur le marché de l'immobilier et la hausse des dépenses imposées par l'Etat. Cette situation entraîne aujourd'hui des mesures d'économies des départements qui vont se répercuter sur le financement des projets des communes.

Conseil Municipal du 03/12/2024 – Délibération A1 N° 24-051  
7.10 Finances locales - Divers

**Les élus du Conseil Municipal d'Epône se mobilisent contre les dispositions envisagées par le Gouvernement Barnier à savoir :**

- Un effort soudain, brutal et massif imposé sans concertation préalable à des élus municipaux qui ont établi de longue date leur programmation budgétaire et fiscale pour le mandat 2020-2026 qui touche à sa fin dans 18 mois.
- Une remise en cause des investissements en faveur de l'écologie et de la rénovation énergétique si sont confirmées les mesures relatives au FCTVA et sur le Fonds Vert.
- Un mode de gouvernance unilatéral qui ne laisse aucune place à la négociation, y compris pendant le calendrier parlementaire, malgré les propositions nombreuses issues d'associations représentatives des élus dont l'Association des Maires d'Ile-de-France ou de différents rapports parlementaires.
- Une participation démesurée des collectivités à la résorption de la dette française, alors que celle-ci ne pèse qu'environ 8% de l'ensemble de la dette nationale.

**Les élus du Conseil Municipal d'Epône plaident pour que le Gouvernement et les parlementaires reprennent les propositions suivantes de l'AMIF :**

- **Une meilleure reconnaissance du rôle des collectivités dans la vie de la Nation**, assumant un lien social de proximité indispensable à la vie démocratique du pays, par l'affirmation de la notion d'autonomie financière. Cette notion découle directement du principe constitutionnel de libre administration des collectivités.
- **Une meilleure garantie des ressources propres des collectivités locales** par une réécriture de l'article 72-2 de la Constitution pour mieux recadrer la notion d'autonomie financière.
- **La création d'une loi de finances des collectivités et d'une loi de programmation des finances publiques des collectivités**, permettant une vision pluriannuelle des recettes jusqu'à la fin des mandats des élus locaux.

**Le Conseil Municipal,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

**Considérant** le soutien de l'Association des Maires d'Ile-de-France à la motion de défense présentée ;

**Considérant** l'impact financier pour la commune d'Epône des mesures inscrites dans le projet de loi de finances 2025, et celui de la Sécurité sociale ;

**Considérant** l'avis favorable de la commission Finances, Développement durable, consultée le 26 novembre 2024 ;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Isabelle MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée aux Finances et Développement Durable,

**Après en avoir délibéré, A la Majorité (23 Voix Pour, 6 Abstentions),**

**6 Abstentions : (Mme Isabelle ROMAIN, M. Emmanuel BOLLE, M. Stéphane TRUFFAUT, M. Syed-Navid HUSSAIN-ZAIDI, M. Daniel RIPERT, Mme Sofia RAFAI (Procuration à M. Emmanuel BOLLE) du Groupe « Epône au Cœur »),**

1. **APPROUVE** la motion de défense des collectivités locales dans le cadre du projet de loi de finances 2025, et celui de la Sécurité sociale ;

Envoyé en préfecture le 12/12/2024

Reçu en préfecture le 12/12/2024

Publié le 12/12/2024

ID : 078-217802172-20241203-DEL24\_051-DE



2024/

Conseil Municipal du 03/12/2024 – Délibération A1 N° 24-051  
7.10 Finances locales - Divers

2. **PRECISE** que la délibération sera adressée à :
- la Préfecture de Versailles,
  - l'Association des Maires d'Ile-de-France.

*M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.*

EPONE (Yvelines)

Certifié exécutoire le présent acte

Transmis au Préfet des Yvelines

Le **12 DEC. 2024**

Et publié/affiché le **12 DEC. 2024**



Ivica JOVIC

Maire d'Épône

Daniel RIPERT

Secrétaire de séance

